



Banque de la République
du Burundi

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Quatrième trimestre 2018

RAPPORT DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

QUATRIEME TRIMESTRE 2018

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	ii
RESUME ANALYTIQUE.....	1
1. ENVIRONNEMENT.ECONOMIQUE INTERNACIONAL.....	3
1.1. Croissance du PIB mondial	3
1.2. Commerce mondial.....	4
1.3. Prix des matières premières et inflation.....	5
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	6
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA.....	6
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	9
2.1. Production et prix.....	9
2.2. Secteur extérieur.....	10
2.2.1. Balance des paiements	10
2.2.2. Commerce extérieur.....	12
2.3. Finances et dette publiques	14
2.4. Secteur monétaire.....	15
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts	15
2.4.2. Base monétaire	17
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	19
2.5. Réserves de change.....	20
2.6. Situation du secteur bancaire et stabilité financière.....	21
2.6.1. Evolution de l'activité bancaire.....	21
2.6.2. Qualité du portefeuille crédits.....	22
2.6.3. Adéquation du capital	24
2.6.4. Rentabilité du secteur bancaire	25
3. CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE.....	26

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	Afrique Sub-saharienne
AEN	Avoirs Extérieurs Nets
AIN	Avoirs Intérieurs Nets
BCE	Banque Centrale Européenne
BIF	Franc Burundi
BRB	Banque de la République du Burundi
CEA	Communauté Est Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IPC	Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	Shilling Kenyan
M2, M3	Masse Monétaire au sens large
MBIF	Millions de Francs Burundi
Mds	Milliards
MFBCDE	Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MUSD	Millions de dollars américains
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PIB	Produit Intérieur Brut
REGIDESO	Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	Franc Rwandais
T	Tonne
TZS	Shilling Tanzanien
UGX	Shilling Ougandais
USD	Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

L'activité économique mondiale a globalement ralenti au quatrième trimestre 2018. La croissance économique dans les principaux pays de l'OCDE a décéléré en glissement trimestriel et annuel, à l'exception des Etats-Unis où elle s'est affermie. L'inflation a globalement baissé dans les principaux pays avancés et émergents, principalement en liaison avec la baisse des prix du pétrole et d'autres produits énergétiques.

La croissance mondiale pour 2019 a été révisée à la baisse et s'établirait à 3,5 contre 3,7% en 2018 et le volume du commerce mondial pourrait ralentir, suite notamment aux effets négatifs de l'augmentation des droits de douane par les Etats-Unis et des mesures de représailles de la Chine.

Dans la Communauté Est Africaine, le dynamisme de l'activité économique s'est maintenu en 2018, grâce à la bonne production agricole et aux investissements publics en infrastructures. La croissance économique resterait forte en 2019 (6,3% contre 5,9% en 2018), et serait principalement tirée par les investissements dans les infrastructures publiques, la reprise de la production agricole due à l'amélioration des conditions climatiques et par l'essor du secteur des services notamment le transport et les technologies de l'information et de la communication.

Au niveau de la conjoncture économique du Burundi, les principales productions vivrières et celles d'exportation notamment le café et le thé se sont améliorées au quatrième trimestre 2018 par rapport au même trimestre de 2017. Par contre, la production industrielle a baissé au cours de cette période (-6,6%) de même que l'activité au port et à l'aéroport international de Bujumbura. L'inflation a sensiblement baissé au quatrième trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent (-7,1 contre -2,9%), suite à la diminution des prix des produits alimentaires.

Les perspectives pour l'année 2019 montrent que le taux de croissance économique pourrait atteindre 4,1 contre 3,8% en 2018, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. En moyenne annuelle, l'inflation resterait faible (3,5 contre -2,6% en 2018).

La balance des paiements du quatrième trimestre 2018 s'est soldée par un besoin de financement du compte courant et du compte de capital moins profond que celui du même trimestre de 2017, suite à l'augmentation de l'excédent du compte de capital et à la diminution du déficit du compte courant. Les réserves officielles de change ont diminué de 31,3% et couvraient 1,0 mois d'importations de biens et services, contre 1,7 mois au même trimestre de 2017.

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un déficit budgétaire moins important que celui du quatrième trimestre 2017 (70.410,2 contre 106.694,5 MBIF), essentiellement en liaison avec l'augmentation des recettes publiques.

Sans interventions de la Banque Centrale, les réserves des banques se seraient établies, en moyenne hebdomadaire, à -116.224 MBIF au quatrième trimestre 2018 contre -125.582 MBIF au trimestre précédent et 14.033 MBIF au même trimestre de 2017. Suite à cette amélioration des réserves, le recours au

refinancement de la Banque Centrale a diminué. La base monétaire s'est accrue de 2,2% en glissement trimestriel, en liaison avec l'augmentation des avoirs extérieurs nets. Pour la même période, la masse monétaire s'est accrue de 5,1%, suite à l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé au quatrième trimestre 2018 et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées. Tous les principaux indicateurs de solidité et de rentabilité financière se sont améliorés.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Par rapport au trimestre précédent, l'activité économique des principaux pays avancés et émergents a décéléré au quatrième trimestre 2018, à l'exception du Japon. De même, le taux

de croissance a ralenti en glissement annuel, à l'exception des Etats-Unis. Ce ralentissement est lié aux mesures protectionnistes prises par les Etats-Unis envers ses principaux partenaires commerciaux notamment la Chine.

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T3-2018	T4-2018	T4-2017	T4-2018
États-Unis	0,8	0,6	2,5	3,1
Japon	-0,6	0,5	2,4	0,3
Royaume uni	0,6	0,2	1,6	1,3
Zone euro	0,1	0,2	2,4	1,1
OCDE - Total	0,4	0,3	2,7	1,8
Chine	1,6	1,5	6,7	6,4
Inde	1,5	1,6	7,5	6,8

Source : OCDE, principaux indicateurs économiques, Mars 2019

Aux Etats-Unis, la croissance du PIB a ralenti d'un trimestre à l'autre (0,6 contre 0,8%) tandis qu'elle s'est accélérée en glissement annuel (3,1 contre 2,5%). Dans la Zone euro, la croissance a décéléré en glissement annuel (1,1 contre 2,4%) et a légèrement augmenté en glissement trimestriel (0,2 contre 0,1%). Au Royaume-Uni, la croissance a décéléré d'un trimestre à l'autre (0,2 contre 0,6%) et en glissement annuel (1,3 contre 1,6%).

Au Japon, l'activité économique a légèrement rebondi d'un trimestre à l'autre (0,5 contre -0,6%) et a sensiblement ralenti d'une année à l'autre (0,3 contre 2,4%).

En Chine, la croissance économique a légèrement ralenti d'un trimestre à l'autre (1,5 contre 1,6%) et s'est légèrement accélérée en Inde (1,6 contre 1,5%). En glissement annuel, l'activité économique a ralenti aussi bien en Chine (6,4 contre 6,7%) qu'en Inde (6,8 contre 7,5%).

Selon les prévisions du FMI¹, la croissance mondiale a été révisée à la baisse pour 2019 et s'établirait à 3,5 contre 3,7% en 2018, suite notamment aux effets négatifs des augmentations des droits de douane par les Etats-Unis et des représailles de la Chine.

¹ FMI, Perspectives économiques mondiales, janvier 2019

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2017	2018(p)	2019(p)
PIB mondial	3,8	3,7	3,5
Pays avancés	2,4	2,3	2,0
Etats-Unis	2,2	2,9	2,5
Zone euro	2,4	1,8	1,6
Japon	1,9	0,9	1,1
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,5
Pays émergents et en développement	4,7	4,6	4,5
Chine	6,9	6,6	6,2
Inde	6,7	7,3	7,5
Afrique subsaharienne	2,9	2,9	3,5
Nigeria	0,8	1,9	2,0
Afrique du Sud	1,3	0,8	1,4

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales*, Janvier 2019

Les mêmes prévisions indiquent un fléchissement de l'activité en 2019 dans la plupart des pays avancés (2,0 contre 2,3%) et émergents (4,5 contre 4,6%). Cette baisse de l'activité serait liée au ralentissement des échanges commerciaux et aux risques élevés sur les marchés financiers.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance économique pourrait légèrement baisser en 2019 (4,5 contre 4,6% en 2018), suite principalement au conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine. Toutefois, la croissance de l'activité en Inde s'accélérerait (7,5 contre 7,3%), grâce notamment aux effets positifs de la politique budgétaire visant à stimuler la

demande intérieure et à la baisse des cours du pétrole.

En Afrique subsaharienne, les perspectives économiques continueraient de se consolider en 2019 (3,5 contre 2,9%), en dépit de la diminution des cours du pétrole qui a conduit aux révisions à la baisse de la croissance en Angola et au Nigeria.

1.2. Commerce mondial

En 2018, la croissance du commerce mondial a ralenti (4,0 contre 5,3%), suite aux tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. En 2019, elle pourrait se stabiliser à 4,0%.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

	2017	2018	2019(p)
Commerce mondial (biens et services)	5,3	4,0	4,0
Pays avancés	4,3	3,2	3,5
Pays émergents et en développement	7,1	5,4	4,8

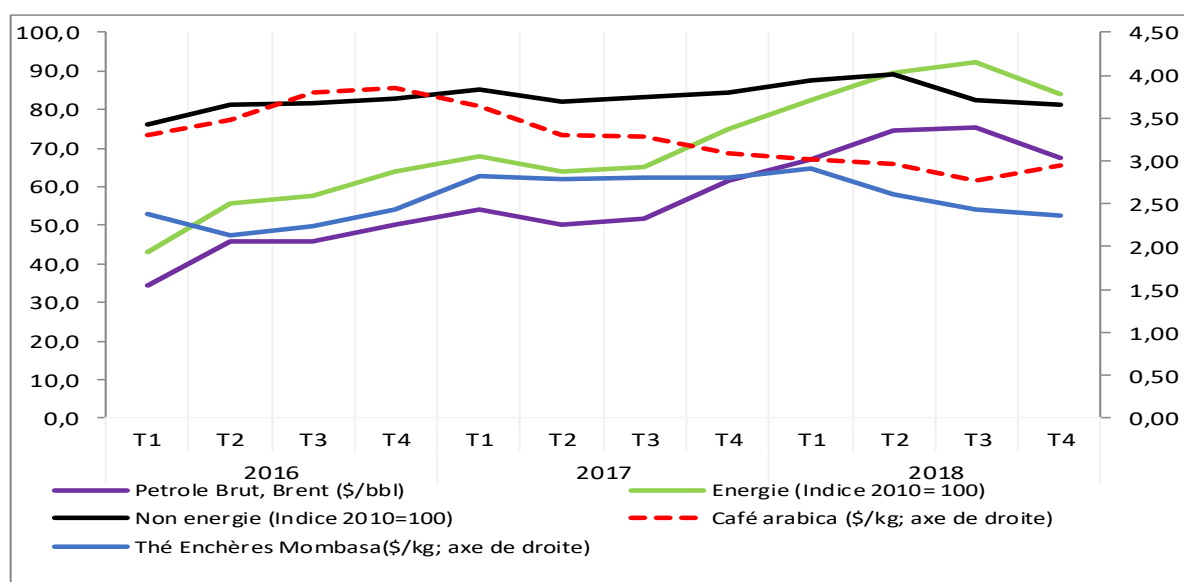
Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2019

1.3. Prix des matières premières et inflation

Au cours du quatrième trimestre 2018, les prix des matières premières ont globalement baissé à l'exception de celui du café arabica qui a augmenté, s'établissant à 2,95 contre 2,77\$/kg au troisième trimestre 2018. Le cours du pétrole brut (Brent) est passé de 75,5 à

67,40\$/bbl d'un trimestre à l'autre. Le prix du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,36 contre 2,43 \$/kg. Ainsi, d'un trimestre à l'autre, l'indice de l'énergie et celui des produits non énergétiques ont reculé, se fixant à 83,80 contre 92,30 et à 81,40 contre 82,60 respectivement.

Graphique 1 : Prix des matières premières (en MBIF)



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, Janvier 2019

D'un trimestre à l'autre, l'inflation a globalement baissé dans les principaux pays avancés et émergents, suite

principalement à la baisse des prix du pétrole et d'autres produits énergétiques.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T4-2017	T3-2018	T4-2018
Chine	1,80	2,30	2,20
États-Unis	2,12	2,64	2,20
Japon	0,60	1,13	0,86
Zone euro	1,41	2,12	1,96
OCDE - Total	2,30	2,89	2,73

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, Mars 2019

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a diminué dans la Zone euro (1,96 contre 2,12%), au Japon (0,86 contre 1,13 %), aux Etats-Unis (2,2 contre 2,64%) et en Chine (2,20 contre 2,30%). Toutefois, par rapport au même trimestre de 2017, l'inflation a augmenté aussi bien dans les pays de l'OCDE (2,73 contre 2,30%) que dans les principaux pays émergents comme la Chine (2,20 contre 1,80%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Dans les principaux pays avancés, l'orientation de la politique monétaire s'est diversifiée au quatrième trimestre 2018. Alors que la Réserve Fédérale américaine a poursuivi la normalisation progressive de sa politique monétaire, la BCE et la Banque du Japon ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a décidé de relever la fourchette cible du taux des fonds fédéraux de 2,25 à 2,50% contre 2,0 à 2,25% au trimestre précédent, compte tenu de l'amélioration continue des conditions du marché du travail et de l'inflation.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a maintenu ses taux d'intérêt des principales opérations de refinancement (0,00%), de la facilité de

prêt marginal (0,25%) et de la facilité de dépôt (-0,40%) inchangés. Elle a clôturé son programme d'achat d'actifs.

La Banque du Japon n'a pas changé sa politique monétaire, estimant que l'expansion économique reste modérée et que l'objectif d'inflation de 2% est loin d'être réalisé. Elle a continué d'appliquer un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur les facilités de dépôts et a poursuivi son programme de rachats des obligations du Trésor.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA²

Dans la Communauté Est Africaine, le dynamisme de l'activité économique s'est maintenu en 2018, grâce à la bonne production agricole et aux investissements publics en infrastructures. Selon les prévisions du FMI d'octobre 2018, l'activité économique de la CEA resterait forte en 2019, et s'établirait à 6,3% contre 5,9% en 2018. Cette croissance est principalement tirée par les investissements dans les infrastructures publiques, la reprise de la production agricole due à l'amélioration des conditions climatiques et l'essor du secteur des services notamment le transport et les technologies de l'information et de la communication.

² Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles

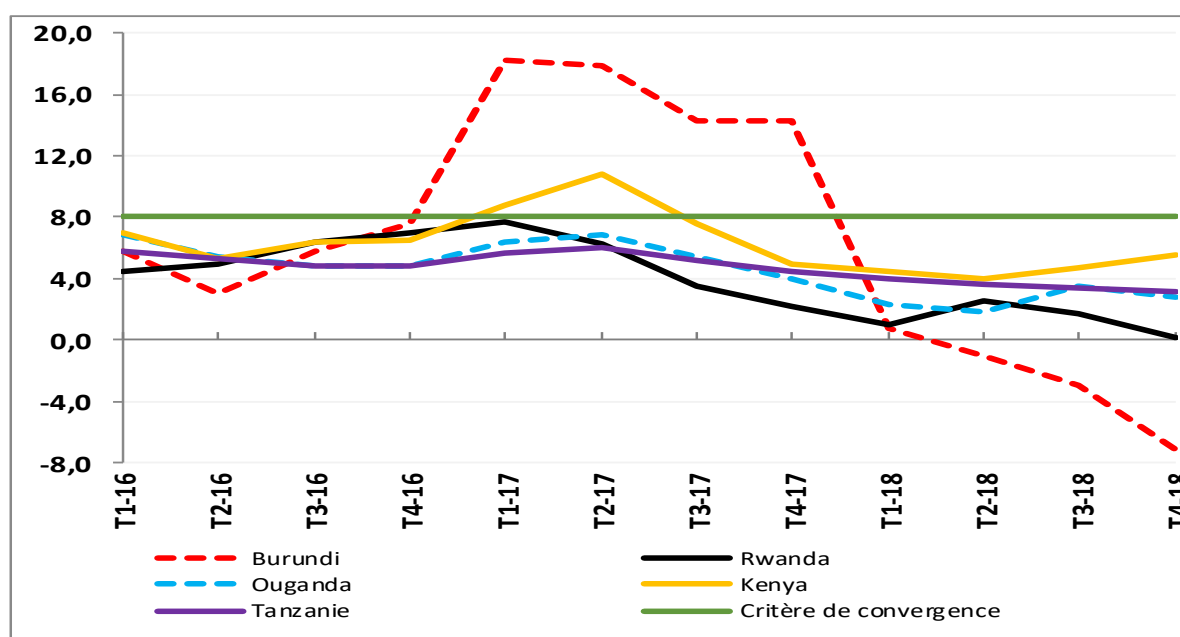
Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA³ (en %)

	2016	2017	2018 (Est.)	2019(proj.)
Burundi	3,2	3,6	3,8	4,1
Rwanda	6,0	6,1	7,2	7,8
Tanzanie	7,0	6,0	5,8	6,6
Ouganda	2,3	4,8	5,9	6,1
Kenya	5,9	4,9	6,0	6,1
CAE	5,4	5,3	5,9	6,3
AfSS	1,4	2,7	3,1	3,8

Source : FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, octobre 2018

Au cours du quatrième trimestre 2018, les taux d'inflation des pays de la CEA ont évolué à la baisse, à l'exception du Kenya où il a augmenté (5,5 contre 4,7%). Le taux a baissé au Burundi (-8,4 contre -2,9%), au Rwanda (-0,6 contre 1,8%), en Ouganda (3,0 contre 3,50%) et en Tanzanie (3,1 contre 3,3%).

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)

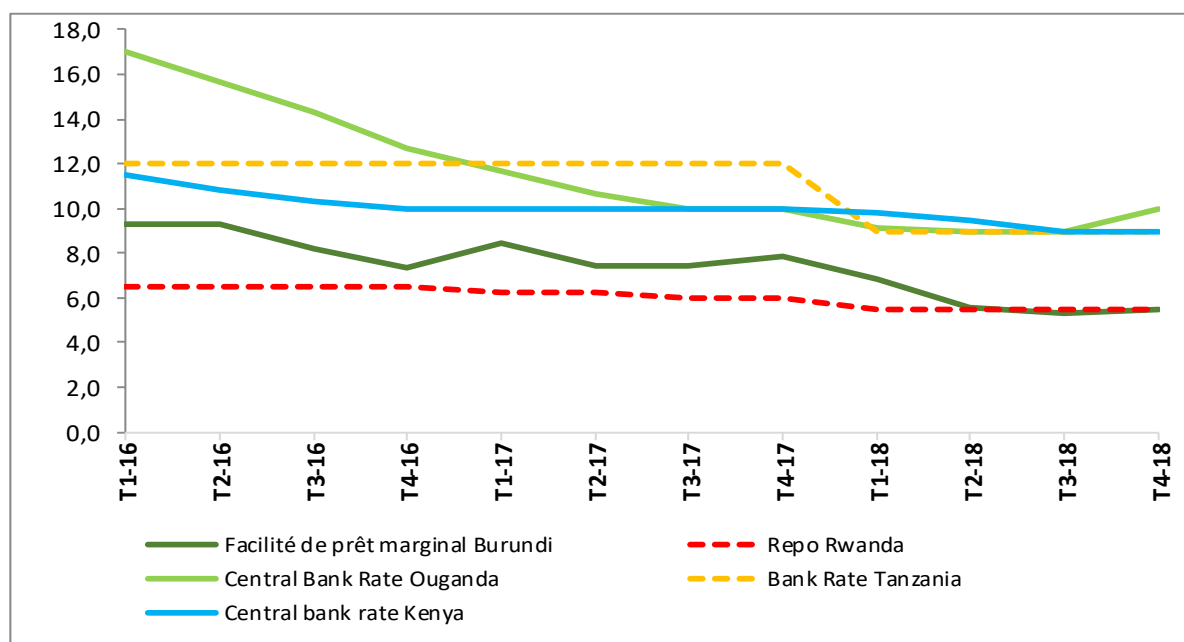


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

Suite à la baisse des prix dans la plupart des pays de la CEA au cours du quatrième trimestre 2018, les banques centrales, à l'exception de celle l'Ouganda, ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes en vue de stimuler davantage l'activité économique.

³ Les données du Burundi sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2019

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

En effet, les taux directeurs des banques centrales du Rwanda (5,5%), du Kenya (9,0%) et de la Tanzanie (9,0%) sont restés inchangés comme au trimestre précédent. Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 5,5 contre 5,3% au trimestre précédent. En Ouganda, le taux Banque Centrale a,

par contre, augmenté d'un trimestre à l'autre, passant de 9,0 à 10,0%.

En glissement annuel, et à l'exception du shilling ougandais, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans les marges de 5% convenues dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies des pays de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
Déc-17	2.230,10	844,99	3.635,08	103,23	1.766,70
sept-18	2.288,80	869,25	3.822,14	100,86	1.789,59
Déc-18	2.292,60	879,10	3.713,35	101,75	1.808,30
Variation Déc-18/Déc-17 (%)	2,6	2,9	5,1	-2,3	1,3
Variation Déc-18/Sept-18 (%)	0,2	1,1	-2,8	0,9	1,0

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

Au quatrième trimestre 2018, les principales productions du secteur primaire, notamment la production vivrière, celle du café et du thé, se sont améliorées. En effet, la production cumulée du café vert s'est accrue de 31,8% au quatrième trimestre 2018, s'établissant à 20.074 contre 15.229 T à la même période en 2017, en liaison avec la bonne production de la campagne 2018/2019. De même, celle du thé sec a progressé de 11,0% au cours de la même période, passant de 9.640 à 10.701 T, en liaison avec la bonne pluviosité.

Comparativement au même trimestre de 2017, la production industrielle a, par contre, fléchi au quatrième trimestre 2018. L'indice moyen de la production industrielle a baissé de 6,6%, suite principalement au repli de la production dans les industries alimentaires (-9,2%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice a chuté de 21,5%, passant de 179,2 à 139,1, suite à la diminution de la production dans les industries alimentaires

(-25,1%) et des matériaux de construction (-10,3%).

La production d'électricité de la REGIDESO s'est accrue de 5,2% par rapport au même trimestre de 2017, passant de 55.599 à 58.569 Mégawatts et a augmenté de 0,7% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a diminué (-10,3%) par rapport au même trimestre de 2017 et a augmenté (+8,8%) par rapport au trimestre précédent.

L'activité a diminué à l'aéroport international de Bujumbura au quatrième trimestre 2018. Le nombre de passagers a baissé de 16,2% en glissement annuel et de 11,1% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs a chuté de 31,9% en glissement annuel et de 14,7% par rapport au trimestre précédent.

Pour l'année 2019, le taux de croissance du PIB pourrait atteindre 4,1%, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. L'inflation pourrait atteindre 3,5 contre -2,6% en 2018.

Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

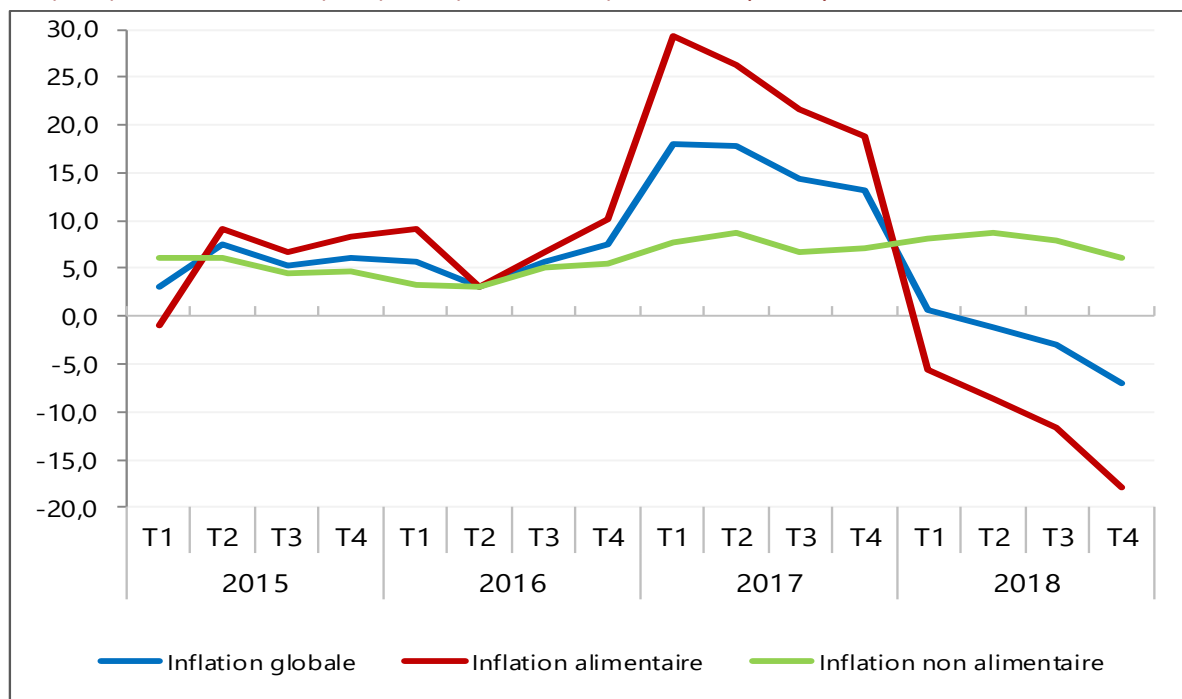
	2016	2017	2018	2019 (prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,2	3,6	3,8	4,1
Secteur primaire	1,9	-1,2	2,4	6,4
Secteur secondaire	11,2	0,3	3,4	6,9
Secteur tertiaire	-0,9	9,3	4,7	1,8
2. Inflation	5,6	16,1	-2,6	3,5

Source : Données du Cadastre macroéconomique, mars 2019

Le taux d'inflation a chuté au quatrième trimestre 2018, s'établissant à -7,1 contre 13,2% au trimestre correspondant de

2017. Cette baisse est principalement expliquée par la diminution des prix des produits alimentaires (-18,0 contre 18,8%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

De même, comparée au trimestre précédent, l'inflation a gardé la tendance baissière (-7,1 contre -2,9%), en liaison avec la diminution de l'inflation alimentaire (-18,0 contre -11,7%) et non alimentaire (6,2 contre 7,9%). En moyenne annuelle, l'inflation a baissé en 2018 (-2,6 contre 16,1%), suite principalement à la diminution des prix des produits alimentaires.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

La balance des paiements du quatrième trimestre 2018 s'est soldée par un besoin de financement (compte courant + compte de capital) de 76.416,0 MBIF, en diminution de 23.233,1 MBIF par rapport à celui du trimestre correspondant de 2017. Cette diminution est tirée par la hausse de l'excédent du compte de capital (50.466,0 contre 36.142,3 MBIF), principalement sous forme de dons projets ainsi qu'à l'allègement du déficit du compte courant (126.882,0 contre 135.791,4 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T4-2017	T4-2018
COMPTE COURANT	-135.791,4	-126.882,0
Crédit	286.680,5	296.867,8
Débit	-422.471,8	-423.749,8
Biens	-164.527,0	-221.308,8
Exportations FOB	124.500,4	84.238,5
Importations FOB	-289.027,4	-305.547,3
Services	-77.467,5	-66.783,3
Crédit	35.351,5	37.288,5
Débit	-112.819,0	-104.071,9
Revenus primaires	-568,6	4.974,2
Crédit	5.921,2	7.945,8
Débit	-6.489,8	-2.971,6
Revenus secondaires	106.771,7	156.236,0
Crédit	120.907,4	167.395,0
Débit	-14.135,7	-11.159,0
COMPTE DE CAPITAL	36.142,3	50.466,0
Crédit	37.612,9	50.602,5
Débit	-1.470,6	-136,5
Capacité (+)/ Besoin (-) de financement du compte courant et de capital	-99.649,1	-76.416,0
COMPTE FINANCIER	-19.268,5	-60.338,9
Investissements directs	0,0	-1.223,7
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	1.223,7
Investissements de portefeuille	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Dérivés financiers et option sur titres	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0
Autres investissements	-25.130,8	-80.918,5
Acquisition nette d'actifs financiers	42.008,7	17.987,8
Accroissement net de passifs	67.139,5	98.906,3
-dont Allocations DTS	2.829,2	430,0
Avoirs de réserves	5.862,3	21.803,3
ERREURS ET OMISSIONS	80.380,6	16.076,2

Source : BRB

La diminution du déficit du compte courant est notamment due à la hausse de l'excédent des revenus secondaires (157.236,0 contre 106.771,7 MBIF) et à la baisse du déficit des services (66.783,3 contre 77.467,5 MBIF). En revanche, le déficit des biens s'est aggravé (221.308,8 contre 164.527,0 MBIF), en rapport avec la forte diminution des exportations (-40.261,9 MBIF) et l'augmentation des importations (+16.519,9 MBIF).

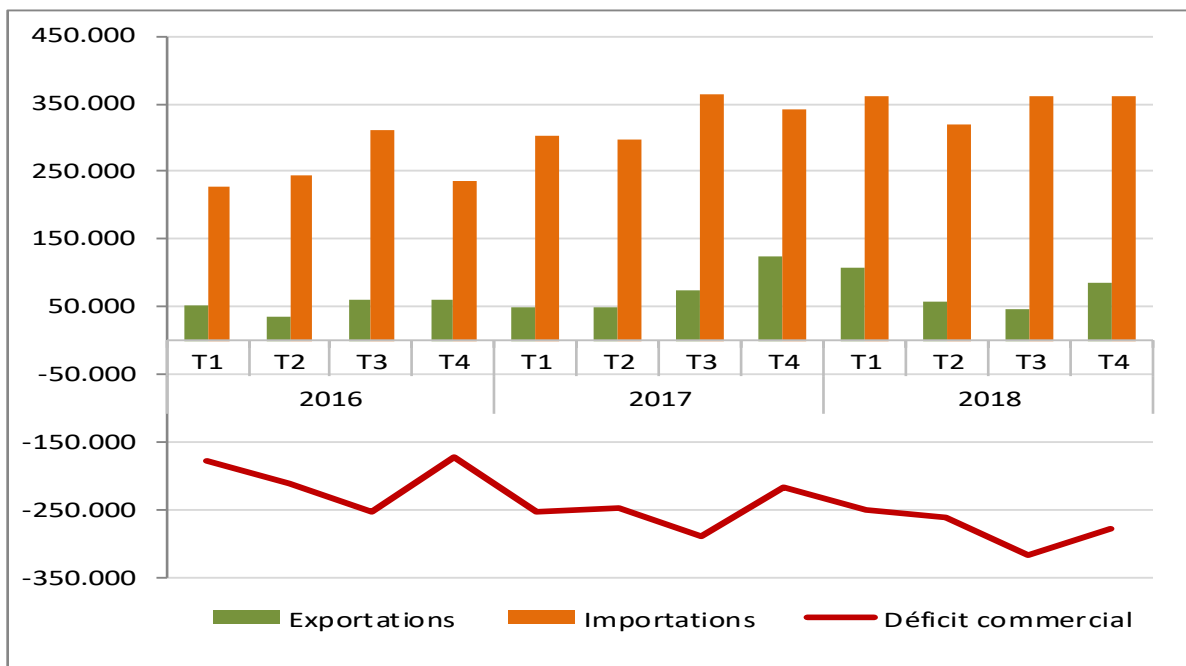
Au quatrième trimestre 2018, le compte financier a enregistré un déficit plus important que celui du même trimestre de 2017, s'établissant à 60.338,9 contre 19.268,5 MBIF, en liaison avec

l'augmentation du solde déficitaire des autres investissements (80.918,5 contre 25.130,8 MBIF), due principalement aux crédits commerciaux (-14.018,3 MBIF) et à la baisse des avoirs des banques commerciales (-35.525,0 MBIF).

2.2.2. Commerce extérieur

Le déficit de la balance commerciale s'est aggravé au quatrième trimestre 2018, s'établissant à 277.873,3 contre 217.570,2 MBIF au même trimestre de 2017. Cette aggravation est expliquée, à la fois, par la diminution des exportations (-40.262,2 MBIF) et par l'augmentation des importations (+20.040,9 MBIF).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)



Source : BRB

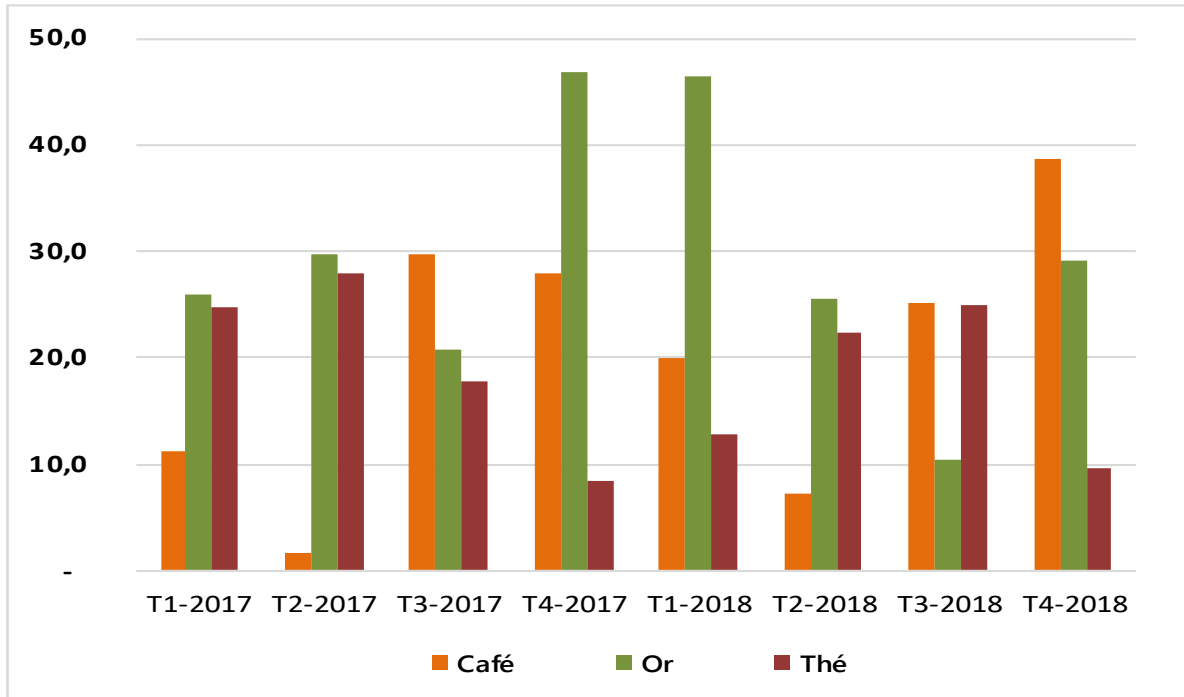
Les exportations ont diminué de 32,3% en glissement annuel, s'établissant à 84.238,5 contre 124.500,6 MBIF, en liaison avec la baisse des exportations des produits

primaires (69.879,7 contre 108.756,0 MBIF) et des produits manufacturés (14.358,7 contre 15.744,6 MBIF).

La diminution des exportations des produits primaires a notamment porté sur l'or non monétaire (-33.781,2 MBIF). La contraction des produits manufacturés a concerné les cigarettes (-1.267,9 MBIF),

la farine de blé (-1.292,4 MBIF) et les bouteilles en verres foncés (-1.047,2 MBIF) qui ont contrebalancé la hausse de la réexportation du Kérosène (+2.504,3 MBIF).

Graphique 6 : Principaux produits exportés (en % du total)



Source : BRB

Les importations du quatrième trimestre 2018 ont augmenté de 5,9%, s'élevant à 362.111,7 contre 342.070,8 MBIF au quatrième trimestre 2017, suite à la hausse des importations de biens de consommation (142.923,3 contre 124.170,9 MBIF) et de biens d'équipement (63.820,3 contre 48.583,0 MBIF). Par contre, les importations de biens de production ont baissé (155.368,1 contre 169.316,9 MBIF).

La hausse des importations de biens de consommation est tirée par celle des

produits pharmaceutiques (+17.287,6 MBIF) et la hausse de celles des biens d'équipement est principalement imputable à l'augmentation des chaudières et engins mécaniques (+8.155,4 MBIF) et des tracteurs, véhicules et engins de transport (+6.038,4 MBIF).

La contraction des importations de biens de production a notamment porté sur les huiles minérales (-18.785,5 MBIF) et les biens alimentaires (-14.553,3 MBIF) qui ont contrebalancé la hausse de biens métallurgiques (+13.499,4 MBIF).

2.3. Finances et dette publiques

Au quatrième trimestre 2018, le déficit budgétaire (dons inclus) s'est allégé par rapport à celui du même trimestre de 2017, passant de 106.694,5 à 70.410,2MBIF, principalement en liaison

avec l'augmentation relativement plus importante des recettes courantes par rapport aux dépenses courantes. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur net de 70.066,2MBIF.

Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	T4-2017	T3-2018	T4-2018
A. RECETTES ET DONNS	233.102,1	251.373,8	261.155,8
1. Recettes	195.533,9	210.154,2	210.731,2
Recettes courantes	195.533,9	210.154,2	210.731,2
Recettes exceptionnelles	-	-	-
2. Dons	37.568,2	41.219,6	50.424,6
courants	-	-	-
en capital	37.568,2	41.219,6	50.424,6
B. DEPENSES	339.796,6	274.009,5	331.566,0
1. Dépenses courantes	233.269,7	208.114,2	237.093,6
-dont Salaires	96.262,3	101.920,8	104.509,3
2. Dépenses en capital	106.526,9	65.895,3	94.472,4
Sur ressources nationales	64.161,0	21.490,0	38.631,6
Sur prêts et dons extérieurs	42.365,9	44.405,3	55.840,8
Solde global dons compris (base engagement)	-106.694,5	-22.635,7	-70.410,2
C. FINANCEMENT	106.694,5	22.635,7	70.410,1
Financement extérieur net	-2.895,8	-728,5	4.741,7
Financement intérieur net	107.949,0	58.530,4	70.066,2
D. ERREURS ET OMISSIONS	1.641,3	-35.166,2	-4.397,8

Source : MFBCDE

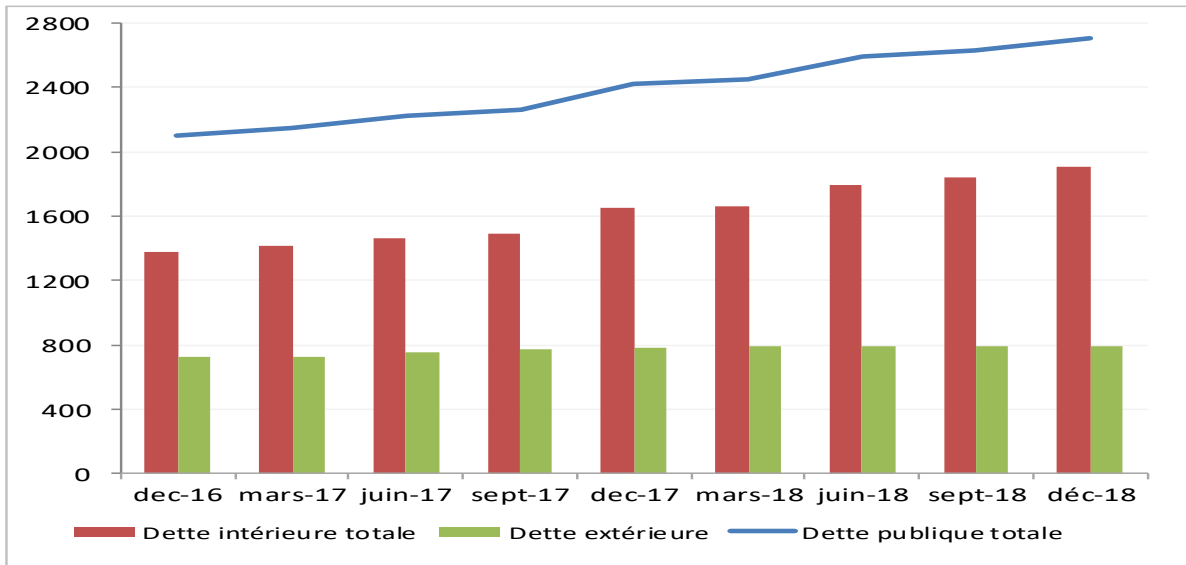
Les recettes courantes se sont accrues de 7,8% au quatrième trimestre 2018 par rapport à la même période de 2017, passant de 195.533,9 à 210.731,2 MBIF. Les dons en capital se sont établis à 50.424,6 contre 37.568,2 MBIF, soit une augmentation de 34,2%. Par rapport au trimestre précédent, les recettes et les dons se sont accrues de 3,9% et 22,3% respectivement.

En glissement annuel, le total des dépenses a légèrement baissé (-2,4%), se fixant à 331.566,0 contre 339.796,6 MBIF, suite à la diminution des dépenses en capital (-11,3%) ; les dépenses courantes ayant légèrement augmenté (+1,6%). Par contre, par rapport au trimestre précédent, les dépenses publiques ont augmenté de 21,0%, en liaison avec la progression, à la fois, des dépenses courantes (+13,9%) et des dépenses en capital (+43,4%).

L'encours de la dette publique s'est accru de 11,6% en glissement annuel, passant de 2.426,1 à 2.707,7 Mds de BIF et a progressé de 3,0% par rapport au trimestre précédent. La dette intérieure a augmenté de 16,0% en glissement annuel, passant de 1.647,8 à 1.911,4

Mds de BIF et s'est accrue de 3,8% d'un trimestre à l'autre. Constituée principalement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,6% de la dette publique totale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

En glissement annuel, la dette extérieure a augmenté de 2,3%, passant de 778.292,4 à 796.282,4 MBIF. Cette augmentation est liée aux tirages (22.207,8 MBIF) et aux plus-values de réévaluation (7.726,8 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement (11.944,6 MBIF). Elle est constituée de la dette multilatérale (77,1%), bilatérale (13,3%) et autres créanciers (9,6%).

2.4. Secteur monétaire

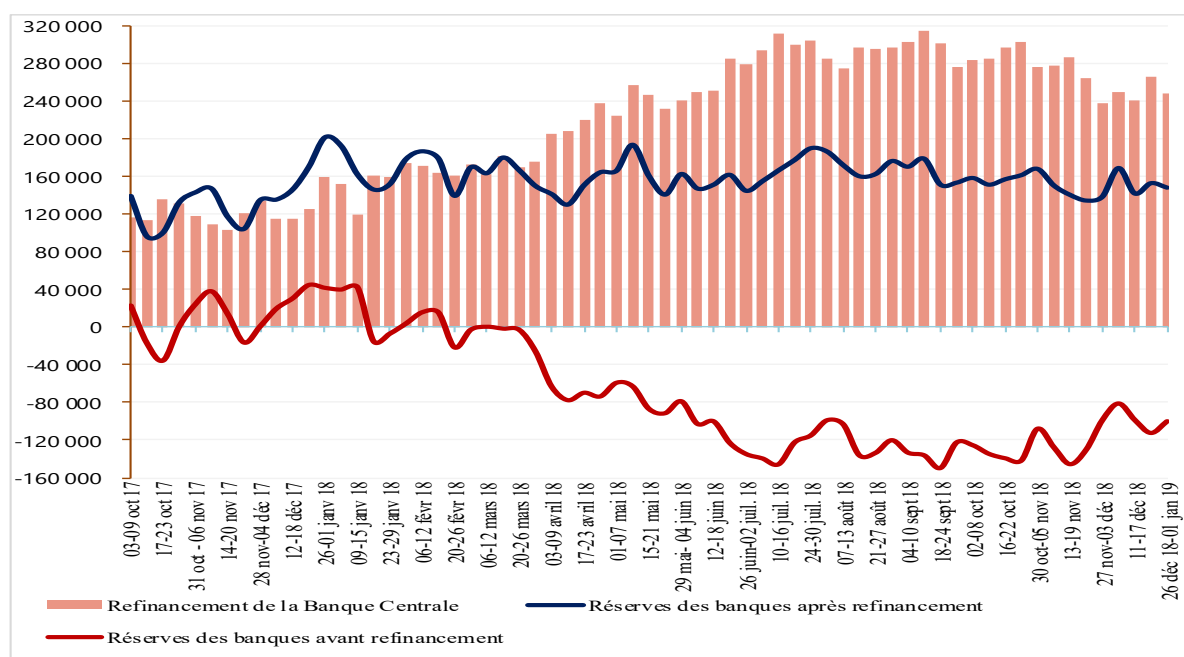
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Sans interventions de la Banque Centrale, les réserves des banques se seraient

établies, en moyenne hebdomadaire, à -116.224 MBIF au quatrième trimestre 2018 contre -125.582 MBIF au trimestre précédent et se seraient élevées à 14.033 MBIF au même trimestre de 2017.

L'encours du refinancement s'est élevé à 267.958 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 294.958 MBIF au trimestre précédent. A la même période de 2017, l'encours du refinancement était de 123.628 MBIF.

Graphique 8: Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)

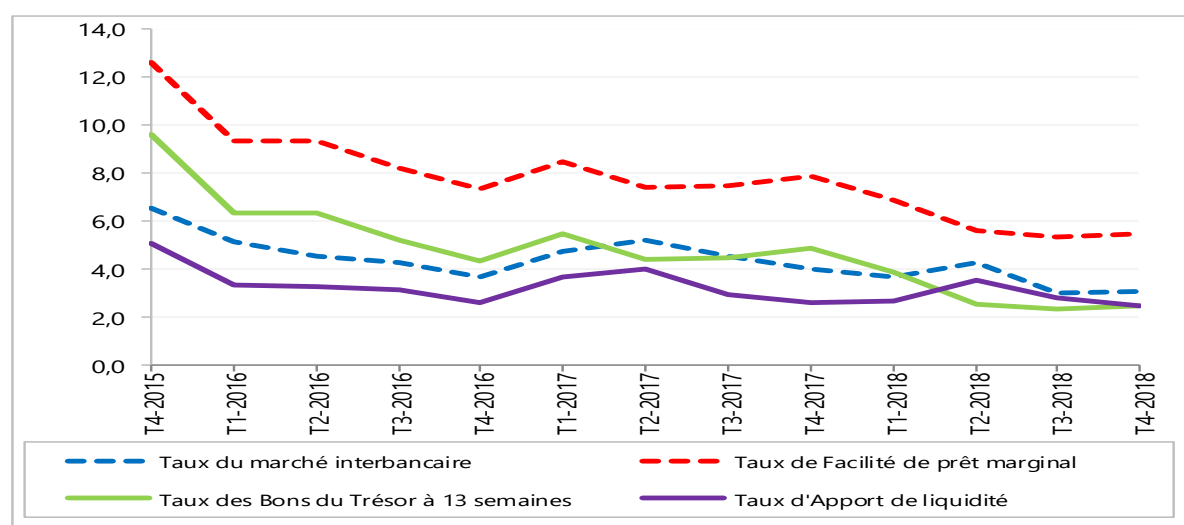


Source : BRB

Les taux d'intérêt du marché monétaire ont légèrement augmenté au quatrième trimestre 2018 à l'exception du taux sur les apports de liquidité. En effet, le taux d'intérêt moyen interbancaire est passé de 3,00 à 3,11% et celui sur la facilité de prêt marginal est passé de 5,33 à 5,48%,

suite à la hausse du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (de 2,33 à 2,48%). En revanche, le taux d'intérêt moyen sur les apports de liquidité par appel d'offres a baissé, se fixant à 2,49 contre 2,81% en moyenne au trimestre précédent.

Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)

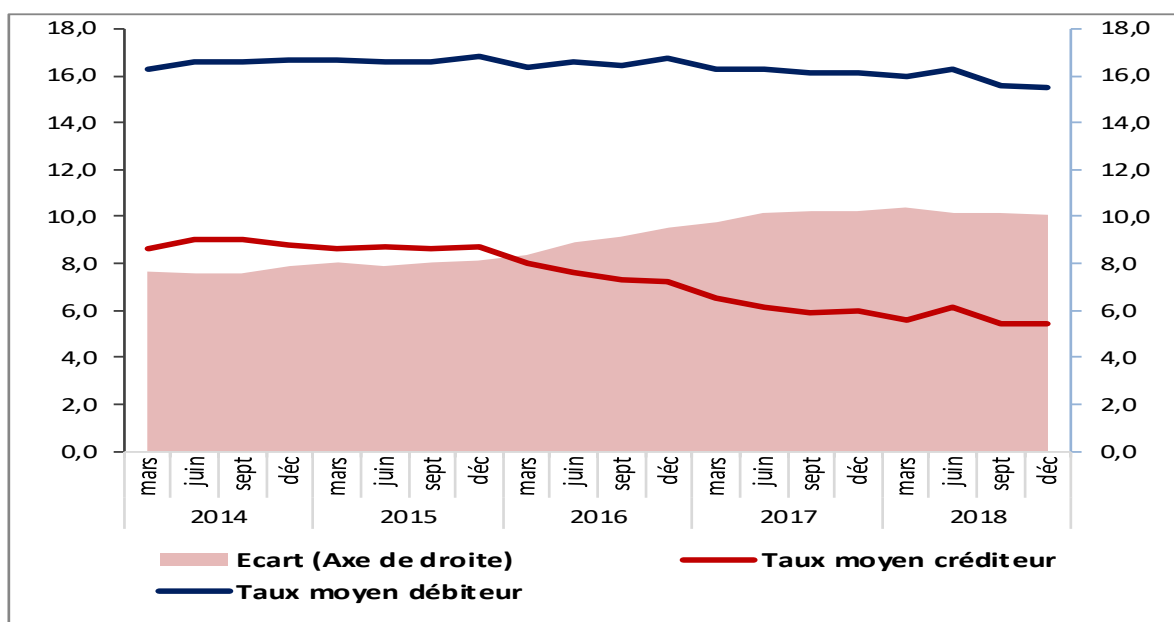


Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement diminué à fin décembre 2018, s'établissant à 15,51% contre 15,57% en septembre 2018 et 16,16% en décembre 2017. Le taux

d'intérêt moyen des crédits distribués au cours du quatrième trimestre 2018 s'est stabilisé à 15,80% comme au trimestre précédent alors qu'il était de 16,33% à la même période de 2017.

Graphique 10 : Taux débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen s'est légèrement replié à fin décembre 2018, se fixant à 5,42 contre 5,45% au trimestre précédent et 5,96% à la même période de 2017.

D'un trimestre à l'autre, cette baisse a concerné les taux d'intérêts sur les dépôts à terme (6,71 contre 6,94%), les comptes à vue rémunérés (2,70 contre 3,18%) et les comptes sur livret (4,56 contre 5,48%). Par contre, les taux d'intérêt des bons de caisse ont augmenté (5,0 contre 4,34%).

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire s'est légèrement accrue de 2,2% d'un trimestre à

l'autre, s'établissant à 563.600,6 MBIF à fin décembre 2018 contre 551.715,3 MBIF à fin septembre 2018, suite à l'augmentation des avoirs extérieurs nets (+10,3%) ; les avoirs intérieurs nets ayant légèrement diminué (-1,0%). S'agissant de ses composantes, la diminution de la base monétaire a concerné les dépôts des banques et microfinances (-5.163,2 MBIF), et ceux classés dans les divers (-13.175,8 MBIF). En revanche, les dépôts des établissements financiers et les billets et pièces en circulation ont augmenté de 537,1 et 29.687,2 MBIF, respectivement.

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	déc.17	sept.18	déc.18 (p)	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	308.146,3	320.520,4	350.207,6	9,3	13,6
Dépôts des banques et microfinances	223.854,1	176.105,6	170.942,4	-2,9	-23,6
Dépôts des établissements financiers	2.169,6	3.001,7	3.538,8	17,9	63,1
Dépôts divers	46.700,9	52.087,6	38.911,8	-25,3	-16,7
Base monétaire = Contreparties	580.870,9	551.715,3	563.600,6	2,2	-3,0
Avoirs extérieurs nets	-144.480,4	-185.086,7	-165.995,8	10,3	-14,9
Avoirs intérieurs nets	725.351,3	736.802,0	729.596,4	-1,0	0,6
-Créances nettes sur l'Etat	528.460,4	394.238,0	439.849,6	11,6	-16,8
-Autres postes nets	196.890,9	342.564,0	289.746,8	-15,4	47,2

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a diminué de 3,0%, en liaison avec la baisse des avoirs extérieurs nets (-14,9%) ; les avoirs intérieurs nets ayant légèrement augmenté (+0,6%). Cette diminution a concerné les dépôts des banques et microfinances (-23,6%) et les dépôts classés dans les divers (-16,7%). Par contre, les billets et pièces en circulation (+13,6%) ont progressé.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que son augmentation trimestrielle a été d'origine externe (3,5 points de pourcentage). En glissement annuel, la diminution de la base monétaire a été également d'origine externe (-3,7 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin décembre 2018

	Par rapport à sept. 2018	Par rapport à déc. 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	3,5	-3,7
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	-1,3	0,7
dont: -Créances nettes sur l'Etat	8,3	-15,3
-Autres postes nets	-9,6	16,0
Base monétaire	2,2	-3,0

Source : BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin septembre 2018, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 5,1% à fin décembre 2018, se fixant à 1.772,4 contre 1.685,9 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+6,1%) et les placements à terme et d'épargne (+0,3%). En revanche, la circulation fiduciaire hors banques et les avoirs en devises des résidents ont baissé de 10,9 et 2,9% respectivement.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+74.196,0 MBIF) et des avoirs extérieurs nets (+6.512,7 MBIF). La progression des avoirs intérieurs nets a principalement concerné l'endettement net de l'Etat (+46.617,5 MBIF) tandis que les créances sur l'économie (-773,0 MBIF) et les autres postes nets (-8.704,8 MBIF) ont diminué.

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	déc.17	sept.18	déc.18 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
M3	1.499.512,9	1.685.959,9	1.772.437,4	5,1	18,2
AEN	-154.400,0	-216.993,1	-204.711,6	-5,7	32,6
AIN	1.653.912,9	1.902.953,0	1.977.149,0	3,9	19,5
-Crédit intérieur	2.004.966,2	2.246.109,6	2.328.907,1	3,7	16,2
Créances nettes sur l'Etat	1.112.214,4	1.235.579,4	1.319.149,9	6,8	18,6
Créances sur l'économie	892.751,8	1.010.530,2	1.009.757,2	-0,1	13,1
-Autres postes nets	-351.053,3	-343.156,6	-351.758,1	2,5	0,2

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 18,2%, passant de 1.499,5 à 1.772,4 Mds de BIF. Cette augmentation a été tirée par les dépôts à vue (+22,2%), les placements à terme et d'épargne (+18,8%), les avoirs en devises des résidents (+8,3%) et la circulation fiduciaire hors banques

(+12,2%). S'agissant des contreparties, la hausse a concerné les avoirs intérieurs nets (+19,5%), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-32,6%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a été tirée par les créances nettes sur l'Etat (+18,6%) et les créances sur l'économie (+13,1%).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin décembre 2018

	Par rapport à sept. 2018	Par rapport à déc. 2017
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	0,7	-3,4
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	4,4	21,6
dont: -Créances nettes sur l'Etat	4,9	21,6
-Autres postes nets	-0,5	0,0
Masse monétaire	5,1	18,2

Source: BRB

La progression de la masse monétaire a été d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (4,4 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (21,6 points de pourcentage).

2.5. Réserves de change

A la fin du quatrième trimestre 2018, les réserves de change ont augmenté de 3,9% en glissement trimestriel alors qu'ils ont diminué de 18,8% en glissement annuel.

Tableau 14: Réserves de change (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	déc-17	sept-18	déc-18	trimestrielle	annuelle
BRB	109,81	69,58	80,52	15,7	-26,7
Dont: Réserves officielles	102,22	58,80	70,25	19,5	-31,3
Banques commerciales	82,72	80,81	75,75	-6,3	-8,4
Total	192,53	150,39	156,27	3,9	-18,8

Source : BRB

Par rapport au trimestre précédent, les réserves de change de la BRB se sont améliorées de 15,7% contre une baisse de 26,7% par rapport au même trimestre de 2017. Celles des banques commerciales ont diminué de 6,3% d'un trimestre à l'autre et de 8,4% en glissement annuel.

Les réserves officielles se sont accrues de 19,5% par rapport au trimestre précédent, s'établissant à 70,25 contre 58,8 MUSD. Elles ont baissé de 31,3% en glissement annuel et couvraient 1,0 contre 1,7 mois d'importation de biens et services au même trimestre de 2017 alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

Les interventions de la BRB sur le Marché Interbancaire des Devises

ont augmenté au quatrième trimestre 2018, comparativement au trimestre précédent (67,0 contre 60,8 MUSD). A la même période de 2017, ces interventions s'élevaient à 68,2 MUSD.

2.6. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

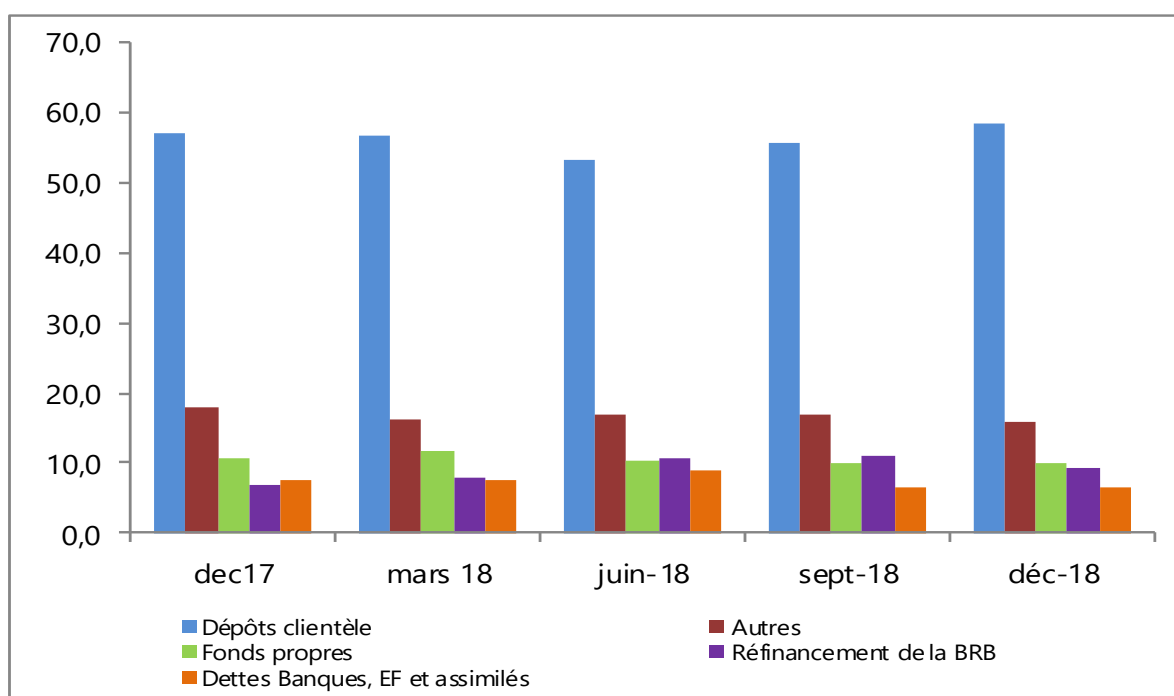
A fin décembre 2018, le total du bilan du secteur bancaire a augmenté de 18,4% par rapport à la même période de 2017 et de 1,3% par rapport à fin septembre 2018. Les dépôts et les crédits ont augmenté en glissement annuel et trimestriel. Le secteur bancaire est demeuré capitalisé et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées.

2.6.1. Evolution de l'activité bancaire

2.6.1.1. Principales ressources

En glissement annuel, les dépôts ont augmenté de 21,3% à fin décembre 2018, s'établissant à 1.496,5 contre 1.234,1 Mds de BIF. Par rapport au trimestre précédent, les dépôts ont progressé de 6,6%.

Graphique 11 : Répartition des ressources (en %)



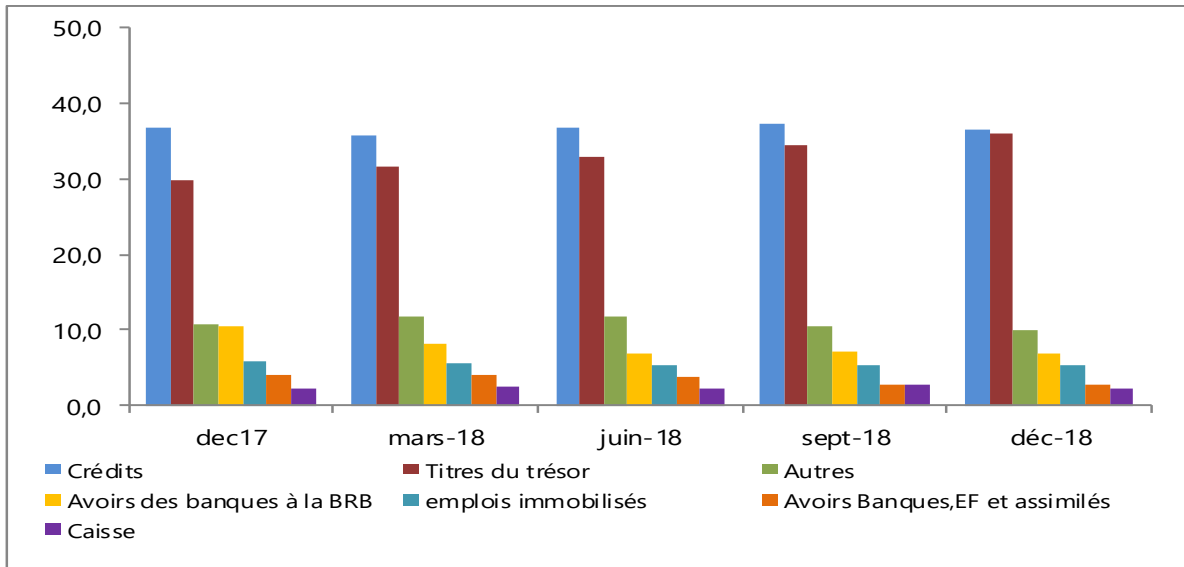
Source: BRB

2.6.1.2. Principaux emplois

Les emplois du secteur bancaire, constitués essentiellement des crédits à l'économie et des titres du Trésor, représentent respectivement 36,7 et 36,1% de l'actif total à fin décembre 2018.

L'encours des titres du Trésor détenus par les banques a augmenté de 43,9% en glissement annuel et 6,0% d'un trimestre à l'autre. Les crédits à l'économie ont progressé (+18,1%) en glissement annuel tandis qu'ils ont légèrement diminué (-0,3%) d'un trimestre à l'autre.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)



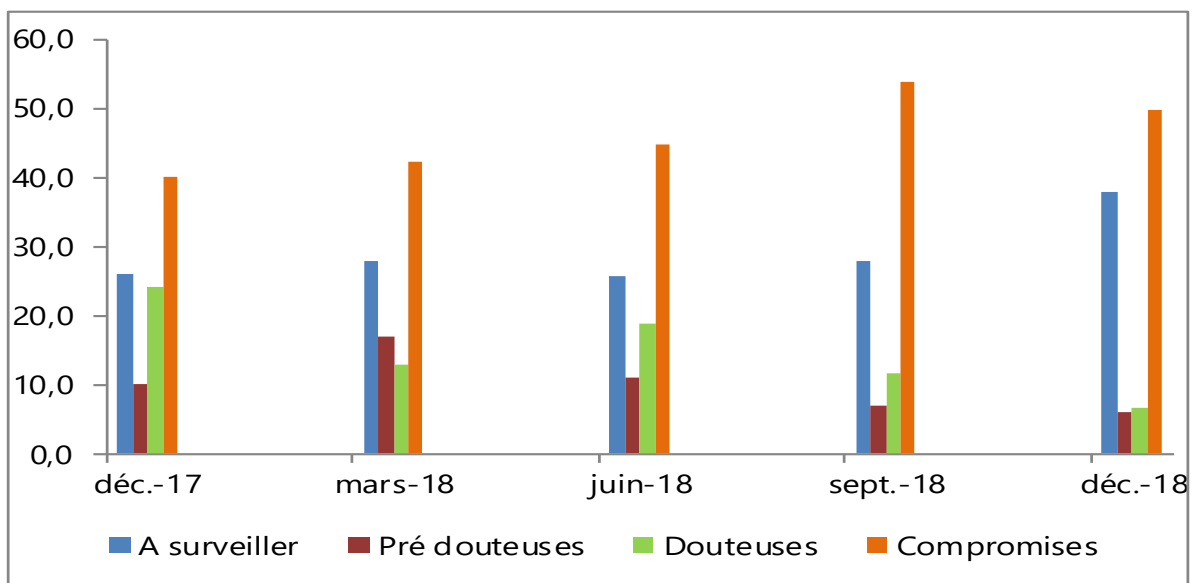
Source: BRB

2.6.2. Qualité du portefeuille crédits

Le taux des créances impayées a diminué à fin décembre 2018, s'établissant à 14,8% contre 19,8% à la même période de 2017 et 17,3% à fin septembre 2018. Les créances à surveiller et les créances compromises

représentaient respectivement 37,8% et 49,6% des créances impayées contre 26,4% et 50,9% à fin décembre 2017, tandis qu'elles étaient respectivement de 27,8% et 53,6% à fin septembre 2018.

Graphique 13 : Créances impayées par classe (en %)

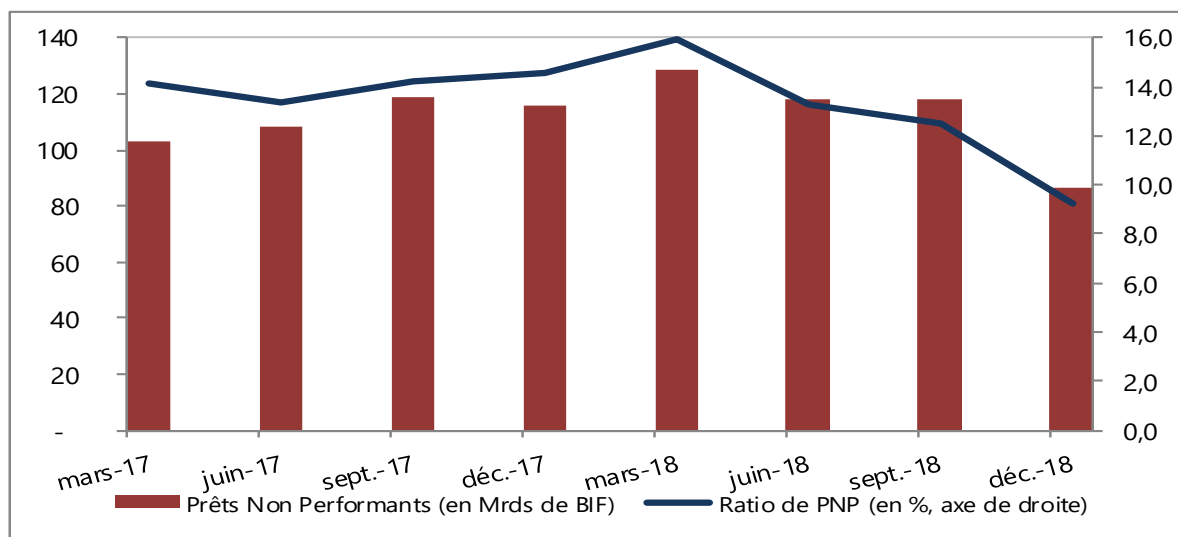


Source : BRB

Le ratio des prêts non performants s'est établi à 9,2% contre 14,6% à la même période de 2017, en raison de la diminution des créances compromises

dans les bilans des banques, liée à la mesure de radiation comme stipulée dans la loi budgétaire de 2018.

Graphique 14 : Evolution des prêts non performants

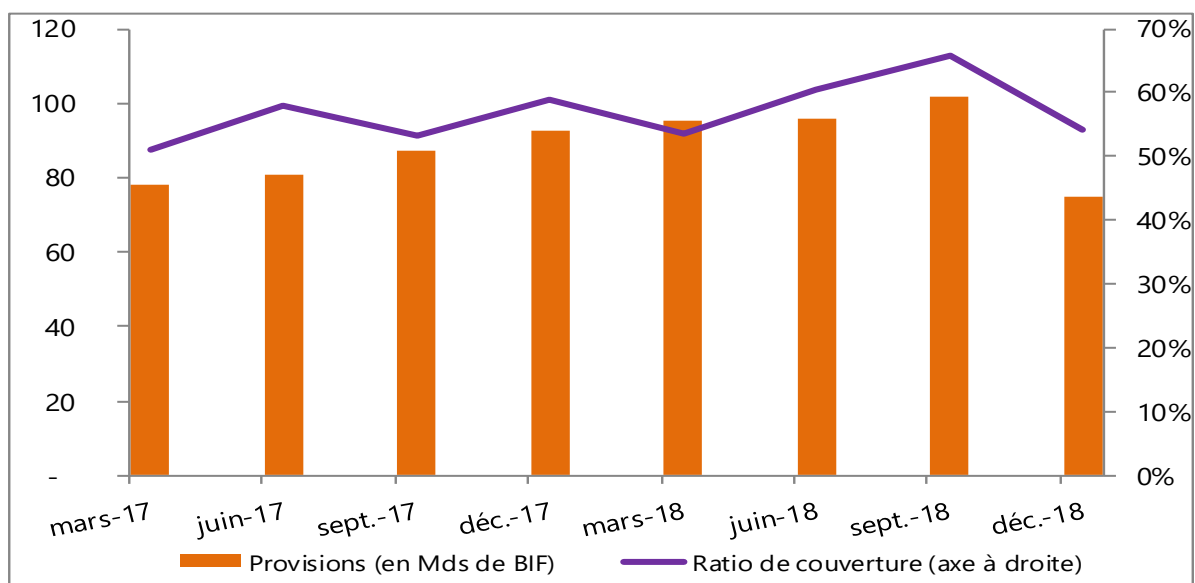


Source : BRB

Les provisions pour dépréciation des créances ont baissé de 19,1% en glissement annuel, s'établissant à 74.884,9 contre 92.574,3 MBIF.

Par rapport au trimestre précédent, elles ont baissé de 26,4%, en liaison notamment avec la radiation des créances compromises.

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture



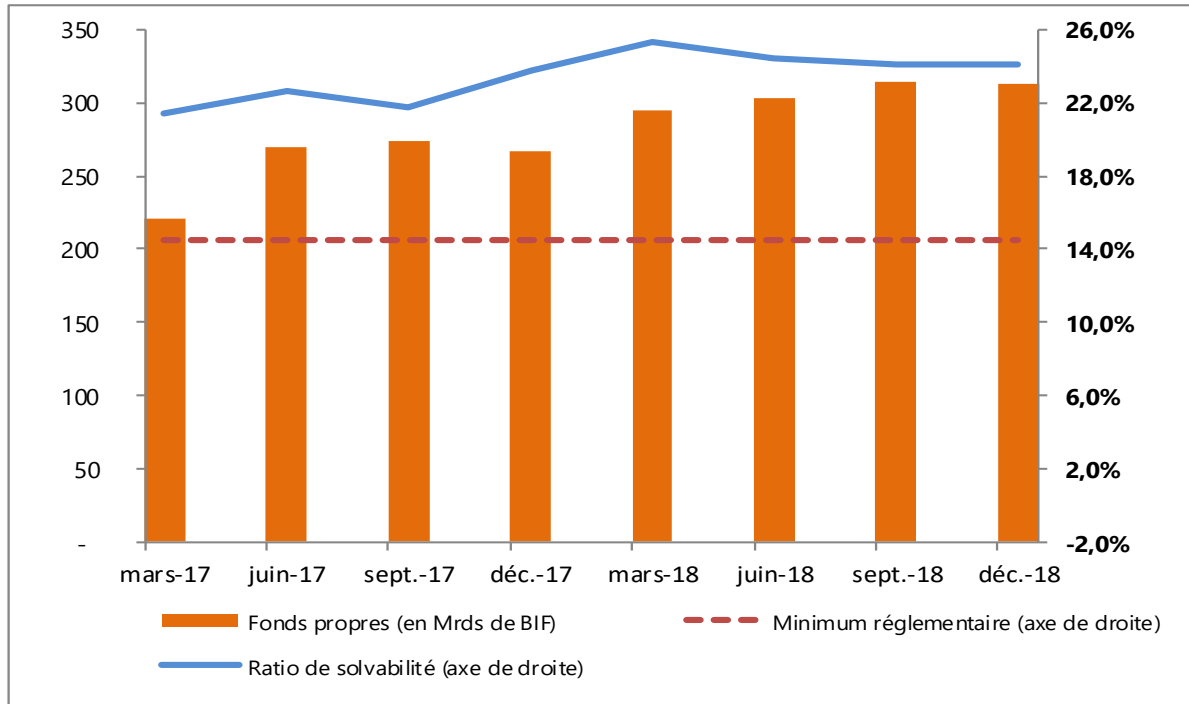
Source : BRB

2.6.3. Adéquation du capital

A fin décembre 2018, le secteur bancaire disposait de fonds propres suffisants par rapport à la norme réglementaire. Le ratio

de solvabilité globale s'est établi à 24,1 contre 23,7% à la même période de 2017 et 25,8% à fin septembre 2018, dépassant largement le minimum réglementaire de 14,5%.

Graphique 16 : Evolution des fonds propres

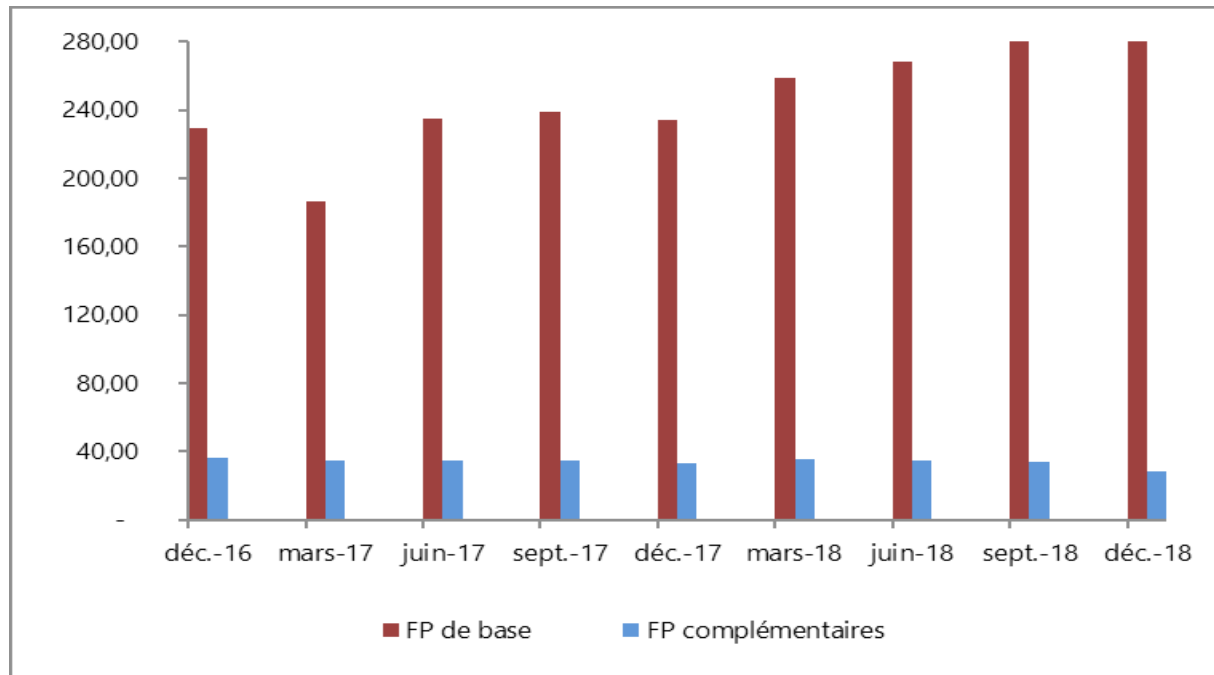


Source : BRB

En glissement annuel, les fonds propres ont augmenté de 17,4%, passant de 234.104,6 à 313.540,7 MBIF, en liaison avec l'incorporation des résultats des banques

au cours de l'exercice précédent. En revanche, ils ont diminué de 0,2% par rapport au trimestre précédent.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

En glissement annuel, le ratio des fonds propres de base a augmenté (+1,1 point), s'établissant à 21,9 contre 20,8%, largement au-dessus de la norme réglementaire de 12,5%. D'un trimestre à l'autre, il a légèrement augmenté de 0,5 point de pourcentage.

2.6.4. Rentabilité du secteur bancaire

En glissement annuel, le produit net bancaire s'est accru de 13,4%, passant

de 179.672,5 à 203.686,5 MBIF à fin décembre 2018, suite à l'augmentation des marges d'intérêts bancaires. Le résultat net des établissements de crédit a augmenté de 67,0%, passant de 39.461,7 à 65.884,6 MBIF, lié principalement à la hausse des produits d'intérêts. De même, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, s'établissant respectivement à 2,8 et 22,9% à fin décembre 2018 contre 2,1 et 16,6% à la même période de 2017.

CONCLUSION ET MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE

Par rapport au trimestre précédent, la croissance économique a légèrement ralenti dans l'ensemble des pays de l'OCDE au cours du quatrième trimestre 2018. Ce ralentissement est lié au relèvement des droits de douanes par les Etats-Unis envers ses principaux partenaires commerciaux, et aux mesures de représailles que les autres pays ont adoptées envers les importations en provenance des Etats Unis. Par conséquent, ce relèvement des droits de douanes a eu un impact négatif sur le commerce mondial.

Par rapport au trimestre précédent, l'inflation a baissé dans la plupart des pays avancés et émergents, en rapport avec la baisse des prix du pétrole au cours du quatrième trimestre 2018. Toutefois, l'inflation globale a augmenté, en liaison avec la hausse des prix du pétrole enregistrés au cours des trois premiers trimestres de l'année 2018.

Dans la Communauté Est Africaine (CEA), l'activité économique s'est améliorée, en rapport avec la bonne production agricole et le dynamisme des services notamment les technologies de l'information et de la communication. Suite à cette amélioration de la production agricole combinée avec la baisse des prix du pétrole et la stabilité

des taux de change des monnaies des pays de la CEA par rapport au dollar américain, l'inflation a baissé dans la plupart des pays de la CEA. Pour l'année 2019, l'activité économique resterait forte pour l'ensemble des pays de la CEA.

Au niveau de la conjoncture économique du Burundi, les principales productions du secteur primaire, notamment la production vivrière et celles du secondaire ont augmenté. Cette amélioration de la production vivrière, conjuguée avec la stabilité du taux de change du BIF par rapport au dollar américain, explique la forte baisse de l'inflation au cours de l'année 2018.

La masse monétaire s'est accrue au cours du quatrième trimestre 2018, en rapport avec l'augmentation des avoirs intérieurs nets. Les dépôts et le crédit à l'économie ont augmenté et les principaux indicateurs de solidité et de rentabilité du secteur bancaire se sont améliorés.

Au cours du quatrième trimestre, la BRB a maintenu les mesures d'assouplissement des conditions de refinancement des banques commerciales pour les encourager à financer davantage l'activité économique.

Ces mesures consistaient à :

1. Fournir aux banques la liquidité nécessaire au financement de l'économie;
 2. Maintenir l'échéance de 7 jours pour les apports de liquidité ;
 3. Financer la campagne café 2018/2019 à un taux fixe de 2% pour une maturité de 28 jours ;
 4. Poursuivre les interventions sur le marché interbancaire de devises pour faciliter les importations des produits prioritaires.
- Au cours de cette même période, la BRB a également adopté de nouvelles orientations de la politique monétaire visant à inciter les banques commerciales à financer davantage les secteurs identifiés comme porteurs de la croissance économique.

ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	488,0	497,1	490,9	502,9	528,9
Agriculture vivrière	427,4	431,8	428,5	437,5	459,7
Agriculture d'exportation	21,3	17,6	17,5	18,3	19,8
- Café	4,9	4,2	4,6	4,7	5,1
- Thé	15,4	12,3	12,1	12,7	13,8
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Forêt	13,4	12,2	16,7	18,5	20,1
Elevage	22,5	31,6	24,6	24,8	25,4
Pêche	3,4	3,8	3,5	3,7	3,9
Secteur secondaire	290,2	322,6	323,4	334,4	354,9
Extraction	7,9	7,7	8,3	10,0	12,5
Industries	192,3	220,8	214,2	219,1	231,6
- Industries agroalimentaires	143,1	168,4	162,8	165,2	174,5
- Industries Manufacturières	49,2	52,4	51,4	53,9	57,1
. Industries textiles	3,9	9,5	3,5	3,6	3,8
. Autres industries manufacturières	45,3	42,9	47,9	50,3	53,3
Electricité, gaz et eau	7,5	7,7	9,1	10,5	11,1
Construction	82,5	86,3	91,8	94,8	99,7
Secteur tertiaire	828,9	821,4	897,9	940,4	966,9
Commerce	68,5	62,0	69,7	71,8	76,1
Transport et communication	73,4	66,7	64,7	67,7	73,1
- Transports	16,8	17,6	13,5	13,9	14,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	56,6	49,2	51,2	53,8	58,3
Banques et Assurances	100,0	102,8	112,4	122,5	135,7
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,0	108,7	126,4	128,9	132,3
Administration publique	298,9	316,7	340,9	366,5	391,7
Education	209,1	211,7	227,2	239,3	250,8
Santé et action sociale	14,0	14,4	18,0	20,0	21,0
Activités à caractère collectif ou personnel	54,4	45,6	51,9	54,5	57,2
Services domestiques	5,4	4,6	5,7	6,0	6,3
SIFIM	-108,9	-111,8	-118,9	-136,8	-177,2
PIB aux coûts des facteurs	1.607,1	1.641,1	1.712,2	1.777,6	1.850,7
Impôts et Taxes	177,5	200,6	195,9	203,4	211,8
PIB aux prix du marché	1.784,6	1.841,7	1.908,1	1.981,0	2.062,4

Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes	Dons	Recettes et Dons	Dépenses	Solde global
déc-16	59.232,6	21.314,8	80.547,4	110.352,1	-29.804,7
janv-17	53.627,7	7.058,3	60.686,0	64.415,6	-3.729,6
févr-17	51.656,9	10.991,7	62.648,5	84.274,1	-21.625,6
mars-17	73.064,8	13.243,6	86.308,4	87.906,1	-1.597,8
avr-17	51.144,7	9.769,6	60.914,3	98.016,5	-37.102,2
mai-17	54.415,7	8.886,7	63.302,4	87.125,3	-23.822,9
juin-17	65.194,3	22.169,0	87.363,3	88.592,8	-1.229,5
juil-17	67.742,9	11.005,5	78.748,4	87.554,4	-8.806,0
août-17	72.246,7	9.317,2	81.563,9	113.343,3	-31.779,4
sept-17	69.515,0	8.503,2	78.018,2	82.670,9	-4.652,7
oct-17	60.683,3	16.279,2	76.962,5	124.142,8	-47.180,3
nov-17	65.298,0	8.264,8	73.562,8	79.101,3	-5.538,4
déc-17	69.552,5	13.024,2	82.576,7	131.400,0	-48.823,2
janv-18	62.945,1	9.475,4	72.420,5	72.322,6	98,0
févr-18	58.578,4	24.358,3	82.936,7	128.496,3	-45.559,6
mars-18	90.994,6	18.147,3	109.141,9	107.614,4	1.527,4
avr-18	65.134,6	17.173,8	82.308,4	96.051,6	-13.743,2
mai-18	63.096,8	19.297,1	82.393,9	119.503,6	-37.109,7
juin-18	75.254,2	31.153,2	106.407,4	151.436,3	-45.028,9
juil-18	60.554,7	11.601,3	72.156,0	77.181,5	-5.025,5
août-18	75.622,2	12.063,4	87.685,6	99.421,0	-11.735,4
sept-18	73.977,3	17.554,9	91.532,2	97.407,0	-5.874,8
oct-18	70.957,3	13.169,4	84.126,7	118.684,9	-34.558,2
nov-18	61.412,2	8.713,8	70.126,0	85.930,7	-15.804,7
déc-18	78.361,6	28.541,4	106.903,0	126.950,3	-20.047,3

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique totale
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Total		
déc-16	752.299,8	584.745,3	1.374.144,6	724.630,8	2.098.775,4
janv-17	708.968,9	583.970,9	1.329.880,3	730.756,4	2.060.636,7
févr-17	720.858,9	613.931,0	1.373.318,0	734.769,9	2.108.087,9
mars-17	741.269,6	627.821,5	1.417.624,4	729.097,9	2.146.722,2
avr-17	733.398,9	643.307,1	1.421.358,6	718.755,2	2.140.113,7
mai-17	748.696,4	660.063,7	1.454.777,5	747.209,9	2.201.987,3
juin-17	748.813,6	676.889,0	1.466.639,3	754.428,4	2.221.067,7
juil-17	732.104,3	676.920,9	1.449.886,8	760.152,9	2.210.039,7
août-17	730.342,1	709.627,0	1.484.285,3	770.343,8	2.254.629,1
sept-17	713.443,5	731.279,5	1.488.664,1	774.953,0	2.263.617,1
oct-17	741.876,6	735.555,4	1.517.163,4	773.687,4	2.290.850,8
nov-17	747.014,0	750.243,2	1.529.783,7	775.221,7	2.305.005,3
déc-17	787.208,1	829.763,9	1.647.833,5	778.292,4	2.426.125,9
janv-18	745.506,8	839.987,2	1.616.355,3	787.987,1	2.404.342,4
févr-18	745.661,6	860.401,8	1.635.451,4	789.859,3	2.425.310,7
mars-18	737.539,1	890.327,3	1.657.190,3	793.272,5	2.450.462,8
avr-18	715.697,6	916.907,0	1.662.527,3	799.442,7	2.461.970,0
mai-18	714.813,1	944.719,0	1.690.761,6	790.541,0	2.481.302,6
juin-18	780.458,1	986.452,3	1.798.139,9	791.237,3	2.589.377,2
juil-18	739.553,0	992.658,3	1.794.338,5	791.304,1	2.585.642,6
août-18	722.760,6	1.030.022,1	1.815.208,1	786.371,1	2.601.579,2
sept-18	723.876,1	1.053.468,6	1.840.988,4	788.339,8	2.629.328,2
oct-18	750.952,9	1.069.783,1	1.883.888,9	785.909,8	2.669.798,7
nov-18	749.761,5	1.072.461,9	1.885.824,0	790.883,7	2.676.707,7
déc-18	772.108,5	1.080.735,1	1.911.445,6	796.282,4	2.707.728,0

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
déc-16	128.013,2	100.522,7
janv-17	128.121,5	85.130,5
févr-17	128.818,8	89.580,0
mars-17	133.496,9	93.971,8
avr-17	152.138,5	97.130,4
mai-17	141.232,6	94.778,2
juin-17	118.531,9	76.500,5
juil-17	95.342	101.518
août-17	115.927	118.005
sept-17	121.733	113.145
oct-17	125.576	123.451
nov-17	129.441	117.240
déc-17	157.967	130.194
janv-18	172.260	154.539
févr-18	170.882	168.632
mars-18	167.621	171.915
avr-18	143.711	211.263
mai-18	164.888	240.642
juin-18	153.401	261.700
juil-18	170.178	296.208
août-18	171.713	290.076
sept-18	166.234	298.588
oct-18	158.420	286.969
nov-18	146.546	268.534
déc-18	150.237	248.370

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
déc-16	-	7,64	2,38	4,64
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	31-12-17	30-09-18	31-12-18	Var. trim (en %)	Var. ann (en %)
I. EMPLOIS	2.164.695,6	2.530.218,1	2.562.322,3	1,3	18,4
PRINCIPAUX EMPLOIS	1.802.625,2	2.129.221,9	2.169.698,8	1,9	20,4
A. Actifs Liquides	1.007.144,6	1.187.668,6	1.230.593,3	3,6	22,2
Caisse	49.771,7	66.781,7	60.249,2	-9,8	21,1
B.R.B.	229.296,6	178.963,1	175.755,8	-1,8	-23,4
Banques & Etablissements Financiers	84.932,4	68.527,1	68.881,3	0,5	-18,9
Bons et Obligations du Trésor	643.143,9	873.396,7	925.707,1	6,0	43,9
B. Crédits	795.480,6	941.553,3	939.105,5	-0,3	18,1
Court terme	426.272,4	504.726,7	488.127,1	-3,3	14,5
Moyen terme	216.175,2	270.874,0	273.147,2	0,8	26,4
Long terme	153.033,0	165.952,6	177.831,3	7,2	16,2
Crédits bail	-	-	-	-	-
Autres crédits	-	-	-	-	-
Actif immobilisé	129.229,4	132.187,8	134.842,8	2,0	4,3
AUTRES	362.070,4	268.808,4	392.623,4	46,1	8,4
II. RESSOURCES	2.164.695,6	2.530.218,1	2.562.322,3	1,3	18,4
Principales ressources	1.789.537,1	2.104.489,1	2.152.982,1	2,3	20,3
Clientèle	1.234.101,1	1.404.443,6	1.496.479,0	6,6	21,3
dont: dix grands dépôts	431.484,1	618.224,7	533.390,4	-13,7	23,6
Refinancement auprès B.R.B.	160.080,4	282.564,1	240.860	-14,8	50,5
Autres	-	-	-	-	-
Banques & Etablissements Financiers	149.478,6	165.039,2	163.535,7	-0,9	9,4
Capital et réserves	245.877,0	252.442,2	252.107,9	-0,1	2,5
Autres	375.158,5	425.729,0	409.340,1	62,2	9,1
III. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
Fonds propres de base nets (en MBIF)	234.104,6	279.995,3	285.340,6	1,9	21,9
Fonds propres (en MBIF)	267.074,4	314.281,9	313.540,7	-0,2	17,4
Risques pondérés	1.126.022,3	1.306.587,1	1.301.258,1	-0,4	15,6
Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	20,8	21,4	21,9		
Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	23,7	25,8	24,1		
Ratio de levier (norme 7%)	10,8	11,6	12,3		
Qualité et concentration des crédits					
Grands risques	150.936,9	158.486,9	259.892,1	64,0	72,2
Créances à surveiller	41.649,6	45.322,1	52.295,3	15,4	25,6
Créances Non performantes	115.782,5	117.889,6	86.234,8	-26,9	-25,5
Impayés	157.432,1	163.211,7	138.530,0	-15,1	-12,0
Dépréciations	92.574,3	101.730,1	74.884,9	-26,4	-19,1
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	36,7	37,2	36,7		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	29,7	36,8	38,5		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	311,7	345,6	359,7		
Taux des prêts non performants	14,6	12,5	9,2		
Taux d'impayés	19,8	17,3	14,8		
Taux de provisionnement (en %)	80,0	86,1	86,8		
Grands risques/Total crédits bruts (en %)	19,0	16,8	27,7		
Liquidité					
Ratio de liquidité à court terme en BIF			244,1		
Ratio de liquidité à court terme en devises			48,9		
Total crédits/total dépôts	64,5	67,0	62,8		
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobilisés	147,2	158,0	137,5		
Dix gros dépôts/Total dépôts	35,0	158,0	35,6		
Rentabilité et performance		44,0			
Résultat avant impôt	44.380,1	57.866,0	71.644,5	23,8	61,4
Résultat net de l'exercice	39.461,7	53.087,7	65.884,6	24,1	67,0
Produit Net Bancaire	179.672,5	157.218,5	203.686,5	29,6	13,4
ROA	2,1	2,3	2,8		
ROE	16,6	18,4	22,9		